



La non-prolifération nucléaire: Revue de quelques publications récentes

par Georges Delcoigne

Depuis la dernière Conférence des Parties chargée de l'examen du TNP, réunie en 1980, et surtout depuis les deux ou trois dernières années, on assiste à une éclosion d'études, de publications et de livres sur la non-prolifération nucléaire qui montrent la grande diversité des opinions politiques qui se manifestent à propos de cette question, surtout dans les pays occidentaux, et plus particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique.

Sous le titre *The Arms Race in the 1980s* (La course aux armements depuis 1980), publié sous la direction de D. Carlton et C. Schaerf, par MacMillan Press Ltd., Londres, 1982, Ian Smart fait valoir que la meilleure solution pour éviter les risques de prolifération et assurer les approvisionnements consiste à créer des consortiums multi-nationaux chargés d'assurer l'enrichissement et le retraitement du combustible. Avançant une opinion différente, P. Lellouche met en garde contre les cartels et leur image de marque aux yeux de clients éventuels qui jouent un rôle dans les services du cycle du combustible tandis que F. Calderon expose la notion d'une zone latino-américaine dénucléarisée et Platias et Rydell envisagent les perspectives qui s'offrent pour les Balkans.

Reprenant pratiquement le même titre que la conférence sur laquelle il fait rapport, l'ouvrage *Nuclear Proliferation in the 1980s: Perspectives and Proposals* (La prolifération nucléaire depuis 1980: perspectives et propositions) publié sous la direction de W. Kincaid et C. Bertram par MacMillan Press Ltd., Londres 1982, suit un plan désormais familier. La première partie étudie les raisons qui poussent les nations à se doter d'armes nucléaires; la deuxième partie décrit les Etats qui servent de garnisons (P. Lellouche) ou qui, pour des raisons de prestige, souhaitent s'affilier au club nucléaire;

les dernières parties du livre (Duffy) indiquent les limites de diverses formules, considérant le TNP du point de vue des pays en développement, ainsi que ses perspectives d'avenir. Une description du système de garanties fait toutefois défaut.

Dans *Controlling the Bomb: Nuclear Proliferation in the 1980s* (Maîtrise de la bombe et prolifération nucléaire depuis 1980) (Yale University Press, New Haven, Conn., 1982), L. Dunn fait un historique complet de la question qui va jusqu'aux orientations actuelles en la matière, avec les contradictions qui leur sont propres. Il examine l'ensemble des arguments avancés pour endiguer les tentatives de prolifération, ainsi que les mesures qui pourraient être prises en ce sens, avant d'exposer une stratégie en trois points (limitation des échanges commerciaux, sanctions et garanties assorties de mesures propres à créer un climat de confiance, notamment à l'échelon régional) qui vise à assurer une évolution lente et limitée de la prolifération, comme cela fut le cas pendant les dix premières années qui suivirent la conclusion du TNP.

Le livre *Nuclear Power Struggles: Industrial Competition and Proliferation Control* (Les luttes dans le domaine de l'énergie d'origine nucléaire: Concurrence industrielle et limitation de la prolifération) de W. Walker, W.B. Walker et M. Lönnroth (Allen & Unwin, Londres, 1983) expose très clairement les difficultés rencontrées sur le plan diplomatique ainsi que les conceptions antagonistes propres au secteur industriel. Cet ouvrage est peut-être celui qui expose le plus clairement les interactions qui existent entre le secteur industriel et le secteur gouvernemental. L'analyse des auteurs les place, en ce qui concerne la politique d'échanges nucléaires envers les Etats qui ne sont pas parties au régime de non-prolifération, devant un «dilemme pour lequel il n'existe pas de solution évidente».

M. Delcoigne est Directeur de la Division de l'information de l'AIEA.

Ce dilemme risque d'aboutir à un avenir très sombre qu'exposent A. et L. Lovins et P. O'Hefferman dans *The First Nuclear World War* (La première guerre nucléaire mondiale (W. Morrow & Co., New York, 1983)). Les auteurs, combinant fiction et analyses, font campagne, avec la ferveur qui leur est coutumière, en faveur d'un monde libéré du cauchemar d'un holocauste et se passant de l'énergie d'origine nucléaire. Dans leur optique l'AIEA pourrait présider à la disparition de l'industrie nucléaire jusqu'à ce que les centrales nucléaires supprimées progressivement soient remplacées par des techniques douces.

L'adhésion de tous à la cause de la non-prolifération, perçus comme facteur clé de la paix mondiale, transparaît dans les études et dans les rapports que financent essentiellement des dons d'associations et de fondations privées. Le rapport de la Fondation Stanley: *The US and the Future of the Non-Proliferation Regime* (Les Etats-Unis d'Amérique et l'avenir du régime de non-prolifération) (New York, 1984) s'attache aux garanties de l'AIEA, au régime de non-prolifération et à la troisième Conférence chargée de l'examen du Traité de non-prolifération. Il propose de refondre le régime de non-prolifération dans un esprit de compromis, afin de bien faire comprendre qu'un régime renforcé est de l'intérêt de toutes les nations. Les progrès réalisés au titre de l'Article VI du TNP doivent être un élément essentiel de cette refonte qui supposerait un renforcement de l'AIEA et l'application de garanties très étendues.

Dans *Nuclear Proliferation: Towards a Global Restraint* (La prolifération nucléaire: vers une limitation à l'échelon mondial) (New York, 1984), l'Association américaine pour les Nations Unies (UNA) estime que la prolifération est le symptôme d'un mal plus général, à savoir le recours constant à la violence et aux menaces pour régler les litiges internationaux. L'étude, faite après consultation de tous les responsables de l'UNA, reconnaît que le TNP et l'AIEA sont les bastions de la lutte contre la prolifération mais que, dans tout ordre du jour concernant les mesures à prendre à l'avenir pour résoudre le problème, il faudra examiner la question fondamentale de l'insécurité et des conflits à l'échelon régional. C'est pourquoi elle accorde une attention toute particulière aux mesures propres à créer un climat de confiance ainsi qu'à l'établissement de zones dénucléarisées et préconise un programme de conférences régionales où l'on débattrait des garanties de l'AIEA qui constituent, parmi d'autres, une série de mesures propres à créer le climat de confiance recherché.

The Strategies for Managing Nuclear Proliferation, Economic and Political Issues (Stratégies pour maîtriser la prolifération nucléaire. Problèmes économiques et politiques), ouvrage paru sous la direction de Brito, Intriligator et Wick (Lexington Books, 1983) est le fruit d'une conférence tenue en 1982 à l'Université de Tulane (Etats-Unis d'Amérique); il reproduit les communications que plusieurs experts renommés ont faites à cette occasion. G. Rochlin expose une série de stratégies à dominante économique visant à empêcher la prolifération tandis que T. Graham soutient que les coûts, si élevés soient-ils, ne retiendront pratiquement aucune nation de fabriquer des armes nucléaires. W. Potter expose et évalue les perspectives qu'offrirait en la matière

une coopération des superpuissances et K. Waltz résume sa théorie selon laquelle une prolifération des armes nucléaires aurait pour effet de renforcer la stabilité internationale. Pour G. Quester l'argument le plus convaincant contre la prolifération est que certains chefs politiques, au caractère instable, risquent de se laisser emporter par leurs émotions. On trouve également une étude où S. Meyer estime que les risques de prolifération à long terme sont moins élevés qu'on ne le pense et examine d'autres solutions possibles pour empêcher la prolifération des armes nucléaires. Son étude repose sur une combinaison des éléments suivants: la propension d'un pays à se doter d'armes nucléaires (évaluation des raisons pour et contre), ses prétentions à l'hégémonie (avec les effets qui en résultent pour la stabilité de la région), le temps de réaction (temps disponible pour intervenir contre les tentatives de prolifération) et les possibilités de ramener le pays en cause dans le droit chemin (notamment sa réaction à une telle intervention). Cette étude préfigure le livre qu'il a publié depuis sur la dynamique de la prolifération nucléaire, dans lequel il se sert de modèles mathématiques pour analyser les capacités de certains pays sur le plan de la technologie nucléaire et leur inclinaison politique à se doter d'armes nucléaires. Rien à son sens ne vient confirmer l'hypothèse d'un impératif technologique; ce n'est pas une différence de capacités qui distingue les Etats qui se dotent d'armes nucléaires de ceux qui ne le font pas. Une analyse systématique donne à penser que, depuis toujours, c'est la motivation qui l'emporte et qu'en la matière de nombreuses situations peuvent influencer sur les décisions prises.

Dans *International Nuclear Technology Transfer, Dilemmas of Dissemination and Control* (Les transferts internationaux de technologie nucléaire: dilemmes que pose leur diffusion et leur limitation) (Croom Helm, Londres, 1984), B. Schiff estime que l'arsenal actuel d'avantages et de sanctions que comporte le régime international de non-prolifération nucléaire en vigueur ne pourra persuader certains pays de renoncer à se doter d'armes nucléaires. Son analyse des garanties de l'AIEA et de leur incidence sur les transferts de technologie lui fait conclure que ce qui menace le plus ce régime c'est que les Etats consommateurs sont de moins en moins disposés à tolérer que l'on fixe des limites à ce qui, selon eux, relève de leur souveraineté.

Dans *Non-Proliferation: The Why and the Wherefore* (La non-prolifération: pourquoi et comment) paru sous la direction de Jozeph Goldblatt (SIPRI, Stockholm, 1985), plusieurs auteurs étudient les attitudes de pays représentatifs envers la non-prolifération nucléaire: les uns qui, avec l'adhésion plus ou moins marquée de l'opinion publique, ont décidé de se doter d'armes nucléaires, ou du moins de garder la latitude de le faire — les autres qui ont reconnu que ratifier le TNP allait dans le sens de leurs intérêts bien compris. L'auteur fait une étude critique des motivations et des avantages offerts et avance des propositions quant aux moyens propres à rallier les opposants et, partant, renforcer le régime de non-prolifération. Il donne en outre des informations détaillées sur les activités de 15 pays retenus (Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Espagne, France, Inde, Israël, Pakistan, République de Corée, Suède, Suisse, Taiwan).

On trouve un exposé analogue dans le livre de Leonard Spector intitulé *Nuclear Proliferation Today* (La prolifération nucléaire de nos jours) (New York, 1985) mais dont l'optique est plus axée sur les Etats-Unis d'Amérique. Cet ouvrage, qui a bénéficié de l'appui de la Fondation Carnegie pour la paix internationale est très complet et compte 478 pages, en sorte qu'on se demande où l'on pourra bien trouver la matière nécessaire pour en faire, ainsi qu'il est prévu, une publication annuelle. Prétendre que «si le Pakistan parvenait à se doter d'armes nucléaires, ce serait la preuve que le régime de non-prolifération est inopérant» est une affirmation qu'il est difficile de défendre sur le plan de la logique. Comment en effet un traité pourrait-il être rendu inopérant par le comportement d'un pays qui n'y est pas partie?

En revanche, il est intéressant de noter que G. Rochlin, pour sa part, voit dans le TNP un traité en bonne et due forme dont le but, à l'origine, était d'empêcher que les armes nucléaires ne s'étendent aux pays qui, vers 1965, devenaient très vite à même de produire de telles armes (République fédérale d'Allemagne, Japon, Suède). Que ces pays aient ou non cherché se doter des moyens d'en produire importe peu. Ce qui, à son sens, importe surtout c'est que le TNP ait réussi à renforcer la décision de plus de 120 Etats de ne pas chercher à se doter d'armes nucléaires et de créer un climat de confiance réciproque entre eux. L'autre régime que Rochlin expose comme étant moins fréquent concerne le petit groupe d'Etats qui ont encore réservé leur position. Le TNP ne peut contraindre les Etats à abjurer les armes nucléaires. En effet, son but est surtout de renforcer toute décision préalable prise en ce sens.

Ces mêmes considérations concernant les raisons pour et contre la non-prolifération ne sont pas complètement absentes de deux livres parus récemment. L'un, intitulé *Safeguarding the Atom, A Critical Appraisal* (L'atome sous les garanties, examen critique) de D.A.V. Fischer et Paul Szaz, sous la direction de J. Goldblatt, (SIPRI, Stockholm, 1985), étudie le système de garanties de l'AIEA. L'examen détaillé qui y est fait laisse entrevoir une série de lacunes, les unes évitables, les autres inévitables. Les auteurs proposent notamment des moyens d'améliorer les procédures actuelles de garanties et de les adapter en fonction des changements politiques et technologiques intervenus au cours des dernières années. Ils font valoir que le système de garanties nucléaires présente un intérêt pour assurer la limitation des armes, en général, et pour vérifier que les pays la respectent bien, en particulier.

L'autre ouvrage, *Nuclear Connection* (L'approvisionnement en matières nucléaires), est paru sous la direction de A. Weinberg, M. Alonso et J.N. Barkenbus (Paragon House Publishers, New York, 1984). Il comprend un chapitre où D.A.V. Fischer, co-auteur de l'ouvrage précédent et ancien fonctionnaire de l'AIEA, évoque les problèmes que soulèvent les politiques des divers pays et cherche à établir un consensus plus vaste, reposant sur des pratiques plus rigoureuses en matière

d'approvisionnement nucléaire, afin de trouver une solution partielle au problème de la prolifération. Nous reprendrons cette phrase de Fischer: «La possibilité, pour ceux qui en sont les inventeurs, de maîtriser l'expansion d'une nouvelle technique, quelle qu'elle soit, s'estompe à mesure que le temps passe».

Les analyses à orientation plus politique de l'ouvrage *Nuclear Proliferation: Facing Reality* (La prolifération nucléaire: voir les choses en face), publié sous la direction de J.J. Holst et H. Müller pour le compte du Centre for European Policy Studies (Bruxelles 1985), souligne combien la coopération des superpuissances est essentielle pour le régime de non-prolifération. Voir les choses en face signifie qu'il faut reconnaître qu'il existe un certain degré et une certaine forme de prolifération, en d'autres termes que la prolifération des moyens de fabriquer des armes nucléaires entre une poignée de pays existe bel et bien. Par ailleurs, c'est reconnaître que la prolifération nucléaire reste dangereuse, qu'une politique préventive en la matière s'impose et qu'elle a même — à en juger par l'expérience passée — de bonnes chances de réussir. C'est enfin reconnaître que les solutions de facilité — redéfinir la prolifération comme étant un phénomène bénin, souhaiter voir disparaître la production d'énergie d'origine nucléaire et vouloir figer le *statu quo* par le refus — ne sont que des utopies. Les auteurs soutiennent que de telles pratiques ne sauraient être complètement dissociées des grandes tendances de la politique mondiale, en particulier des relations Nord-Sud et que, ironie du sort, les questions délicates que soulève aujourd'hui la prolifération sont le gage de maintien du régime de non-prolifération de demain.

A l'évidence, les ouvrages sur ce sujet ne manquent pas — deux autres grandes publications sur ce thème sont attendues d'ici la fin de 1985 et l'une d'elles ne paraîtra qu'après la troisième Conférence d'examen du TNP.

Dans toutes les publications examinées dans le présent article — qui d'une manière générale tiennent mieux compte de la réalité que les publications comparables de la fin des années 1970 — les thèmes suivants reviennent d'une manière ou d'une autre:

- Une coopération des superpuissances est indispensable pour que le succès du TNP continue d'être assuré.
- Les autorités nationales doivent envisager le problème de la non-prolifération dans le contexte plus vaste des problèmes de politique étrangère.
- Les garanties internationales sont très utiles, en tant que mesure susceptible d'instaurer un climat de confiance et en tant que précédent à retenir pour d'autres accords sur la limitation des armements.

Manque-t-il quelque chose à cette vaste fresque?

Au fil des dernières décennies, on a enregistré une augmentation sensible du nombre des Etats indépendants et des armements nucléaires, et les techniques servant à la fabrication d'engins nucléaires militaires sont devenues accessibles à un moindre coût. Pendant cette même période cependant, le régime de non-prolifération nucléaire s'est développé. Il conviendrait peut-être d'analyser les raisons du succès de ce régime.

